

*L'Adresse—M. Fleming*

mieux placé pour juger la situation au Canada. Je voudrais féliciter le député qui a appuyé la motion, de député de Sherbrooke (M. Pelletier). Il est évident que ses longues études des affaires politiques lui ont permis de bien servir ses commettants.

Le discours du trône comporte trois objectifs principaux. Le premier est une solution efficace aux éléments de l'inflation. Ce n'est pas la solution la plus facile politiquement ni la plus simpliste, mais une solution adaptée aux circonstances, qui peut s'appliquer à notre régime, nous permettre de surmonter notre problème et d'aider la population en général. Ce n'est pas une façon de procéder simpliste car on a tenté d'en adopter une qui s'est révélée inefficace. A mon avis, sitôt que l'opposition officielle renoncera à sa proposition de contrôle des salaires et des prix, elle recouvrera sa crédibilité auprès des Canadiens. L'application d'un contrôle des salaires et des prix est pénible et coûteuse; sa mise en œuvre l'est davantage et le pire est d'essayer d'y échapper. On l'a mis à l'essai aux États-Unis et, de l'aveu même du président, ce fut un échec. En Grande-Bretagne, il a donné lieu à la pire lutte des classes depuis des décennies.

Une façon raisonnable et sélective d'aborder ce problème n'est pas des plus faciles, mais c'est la plus réaliste. Nous avons déjà des exemples de l'approche réaliste du gouvernement en ce qui concerne l'aide aux retraités. On aura beau ridiculiser ces dépenses gouvernementales, les conservateurs progressistes auront beau s'agiter à propos du budget et du budget supplémentaire et prétendre que nous sommes en train de nous ruiner, ce sont les mêmes gens qui ont cru pouvoir promettre mieux que ce que le gouvernement, le NPD ou même les créditistes proposent. Ils prétendent pouvoir offrir mieux au peuple canadien. Un jour ils disent une chose et le lendemain, ils affirment le contraire. Lorsque le moment est venu d'aider les pensionnés, ils ont dit une chose; puis, au moment des prévisions budgétaires, ils en ont dit une autre. De toute façon, ils semblent qu'ils soient toujours portés à faire les difficiles.

L'aide aux pensionnés a été majorée de plus de 25 p. 100 en 18 mois. Cela ne signifie évidemment pas que les pensionnés obtiendront ce qu'ils méritent ni qu'ils pourront se procurer quelques-unes des choses coûteuses que se paient les travailleurs actuels. Je reconnais qu'il nous faut faire davantage. Quoi qu'il en soit, le geste du gouvernement indique que beaucoup a été fait. Ce poste intervient pour une partie de l'augmentation des dépenses. Cet argent sera dépensé au cours des prochains mois.

En outre, le gouvernement a haussé les allocations familiales. Il a très bien fait, en ces temps d'inflation mondiale, et, ainsi qu'il a été dit et redit des millions de fois, en dépit de la surdité de l'opposition, c'est à nous qu'il incombe d'aider les nécessiteux. Nous avons agi en majorant ces allocations. En fait, au moment de notre première hausse importante, nous avons triplé les allocations familiales pour que les enfants sans soutien n'aient pas à souffrir et que les enfants pauvres ne soient pas un fardeau supplémentaire pour leurs parents. Après avoir fait cela, le gouvernement, procédant d'une façon circonspecte et sélective, a entrepris d'aider les consommateurs en soutenant le prix du pain et du lait, deux grandes denrées essentielles à la santé des Canadiens.

[M. Fleming.]

Il est intervenu dans le secteur de l'énergie. Je vais en parler dans un instant. Là encore, il a pris des mesures précises afin de traiter équitablement les Canadiens et de les protéger contre la hausse des prix du pétrole dans le monde. Comme le mentionne le discours du trône et selon la promesse faite l'été dernier et au début de l'automne, le premier ministre (M. Trudeau) et le cabinet interviendront au besoin et continueront d'utiliser nos ressources pour que nous puissions protéger nos gens, sur tout ceux qui sont sans défense. Les réalisations passées du gouvernement ont de nouveau prouvé qu'une intervention délicate et sélective est la bonne, qu'il ne faudrait pas adopter la formule simpliste qui a échoué tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Le gouvernement a dit qu'il procéderait ainsi. Il s'y est engagé publiquement et toute la virulence négative de l'opposition ne peut rien y changer.

Un autre point du discours du trône semble avoir échappé aux media: Le fait que le gouvernement s'est engagé à consulter les provinces après avoir étudié un certain nombre de propositions. Il s'est engagé à choisir, ce à quoi nous devons la hausse des pensions, celle des allocations familiales, et des mesures de protection pour les consommateurs. Il a promis, dans le discours du trône, surtout sous la rubrique du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, d'aider encore davantage; ces projets sont encore à l'étude conjointement avec les provinces.

Le discours du trône vise donc d'abord à une action sélective et judicieuse contre l'inflation pour protéger les faibles et aider, le plus possible, tous les consommateurs canadiens. Je crois trouver dans le discours du trône un deuxième objectif: il faut prendre des mesures pour protéger à long terme les consommateurs canadiens. Rien n'est plus important que des dispositions pour inciter nos agriculteurs et nos pêcheurs à produire davantage; vu les hauts et les bas qu'ont connus ces travailleurs par le passé, rien ne saurait aider davantage agriculteurs, pêcheurs et consommateurs qu'un programme de stabilisation, surtout en ce qui concerne l'agriculture en général, y compris les céréales.

Ces mesures ne s'imposent pas que pour un an, mais indéfiniment. Notez bien qu'elles doivent englober aussi bien les céréaliculteurs des Prairies. Ai-je entendu des députés dire que cela supposerait une intervention du gouvernement dans l'Ouest? L'offre sera accrue, les revenus agricoles seront raisonnables et garantis et les consommateurs canadiens profiteront du prix avantageux de denrées produites au Canada. Et à tout ceci, au grand dam de mes collègues d'en face, cette session pourvoira.

Le troisième objectif du discours du trône porte sur le nivellement des disparités régionales mais ne concerne pas de façon spéciale le MEER. Ce programme, procure une aide sans pareille jusqu'ici aux régions qui en ont besoin, comme les provinces Maritimes. Je dois toutefois préciser que les succès du MEER ne se sont pas limités à l'Est. Prenons l'exemple de Medicine Hat. Cette ville se trouve en Alberta, au cas où on l'aurait oublié. Les subventions d'expansion économique régionale ont été le point de départ de l'exploitation des ressources énergétiques dans cette ville, ont permis l'implantation d'industries connexes, et la croissance industrielle y est un succès hors pair.